

Projet
Entité adjudicatrice

Procédure d'appel d'offres ouverte – soumis à l'international
Centre Sportif de Malley SA
Chemin du Viaduc 14, 1008 Prilly

Objet
Marché

Vaudoise aréna
Prestations de service pour l'entretien et la maintenance des installations de ventilations

Document N°0 : Attestations



A compléter par le soumissionnaire

Nom du bureau ou de l'entreprise responsable de l'offre

Nom et prénom de la personne responsable de l'offre

Adresse complète

Téléphone

Email

Montant de l'offre TTC :

CHF

Date : _____

Signature(s) : _____

Table des matières

1.	Attestations à fournir	2
2.	Garanties financières et d'assurances	4

1. Attestations à fournir

Le soumissionnaire a l'obligation de remettre l'ensemble des attestations et preuves ci-dessous dans le même délai que le dépôt de son offre, dans le **répertoire 00** de son classeur. Si ce répertoire ne contient pas l'ensemble des documents, informations et attestations demandés, dûment complétés, paraphés et signés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas poursuivre la lecture des autres répertoires du classeur du soumissionnaire qui pourra alors être exclu de la procédure.

En remettant les attestations et preuves requises ci-dessous, le soumissionnaire confirme sur l'honneur qu'il en respectera les exigences pendant toute la durée de la procédure et sur la durée d'exécution du marché, ceci y compris pour ses sous-traitants. Il est rappelé que le non-respect de l'une ou l'autre des conditions peut entraîner l'exclusion immédiate du soumissionnaire de la procédure, la révocation de l'adjudication ou encore la résiliation immédiate du contrat en cours d'exécution du marché. D'autres sanctions (amendes, exclusions des marchés publics futurs, etc.) demeurent réservées.

Attestations à remettre par le soumissionnaire dans le même délai que le dépôt de son offre :

Conditions	Documents ou attestations requis
A Motivation du soumissionnaire	<ul style="list-style-type: none"> • Lettre d'accompagnement / motivation
B Profil du soumissionnaire correspondant à la nature du marché mis en concurrence	<ul style="list-style-type: none"> • Copie de l'extrait du registre du commerce OU • Preuve de l'inscription sur un registre professionnel reconnu officiellement OU • Copie du diplôme professionnel d'une école suisse ou étrangère jugée équivalente
C Intégrité sociale et fiscale du soumissionnaire	<ul style="list-style-type: none"> • Attestation d'assurance vieillesse et survivants (AVS ou équivalent) • Attestation d'assurance invalidité (AI ou équivalent) • Attestation d'assurance perte de gain (APG ou équivalent) • Attestation du paiement des cotisations chômage • Attestation du paiement des cotisations d'allocations familiales • Attestation de la Caisse de pension (LPP ou équivalent) • Attestation d'assurance-accident (SUVA ou équivalent) • Attestation du paiement de l'impôt à la source pour le personnel étranger • Attestations fiscale d'entreprise et preuve assujettissement TVA • Extrait de l'office des poursuites ou des faillites

D Respect des usages professionnels et des conditions de base relatives à la protection des travailleurs	<ul style="list-style-type: none">• Preuve de la signature d'une Convention collective de travail (CCT) ou d'un contrat type de travail (CTT) applicable au lieu d'origine (lieu d'exécution pour le canton de Genève), ceci en rapport avec le marché mis en concurrence. <i>(cette preuve peut être remplacée par un engagement à en respecter les conditions auprès de l'organisme compétent du lieu d'exécution)</i>
E Certifications, labellisations, etc.	<ul style="list-style-type: none">• Attestation de certification et labellisation type ISO ou autre en lien avec les prestations d'entretien des surfaces
Délai de validité des attestations : maximum 6 mois	

- L'ensemble des attestations peut être remplacé par une **attestation unique «multipack»** délivrée par un organisme officiel accrédité. Si une des rubriques est barrée, le candidat ou le soumissionnaire devra délivrer en plus l'attestation correspondante en annexe.
- Les indépendants fournissent uniquement une attestation AVS et une attestation fiscale, ainsi que la preuve du paiement de la cotisation assurance accident qui prouvent leur statut d'indépendant.

En outre, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant :

- le soumissionnaire doit être en mesure d'attester la solvabilité financière de l'entreprise ou du bureau. Par exemple, le pouvoir adjudicateur pourra demander une attestation d'assurance en responsabilité civile (RC), des garanties et/ou une attestation du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- le soumissionnaire doit être en mesure de prouver que les personnes qui engagent la responsabilité de l'entreprise ou du bureau n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour faute professionnelle grave.

2. Garanties financières et d'assurances

Outre les attestations citées au chapitre 1 ci-dessus, le soumissionnaire doit remettre dans le même délai que la date fixée pour le dépôt de son offre dans le **répertoire 00** de son classeur :

Une copie de l'attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle répondant aux exigences mentionnées au chapitre **4.26** du document n°1 - **Conditions administratives et d'exécution** :

Garantie d'assurance couvrant les risques de dommages causés par l'entreprise, un de ses employés ou toute personne sous leur responsabilité et répondant aux exigences suivantes :

- Garantie d'assurance pour dommages matériels et lésions corporelles
- Couverture d'au minimum **CHF 10 millions**
- Les risques complémentaires suivants doivent être assurés :
 - Dommages à des dossiers confiés par le client ou le mandant, respectivement par des tiers
 - Prise en charge d'une responsabilité propre à la profession
 - Perte de clés et badges confiés
 - Renonciation à l'exception de la faute grave

La couverture d'assurance doit prendre effet dès le début du contrat (01.01.2022) et jusqu'à la fin du contrat, y compris l'option de prolongation (31.12.2027).

L'attestation doit contenir les informations suivantes :

- Le nom de la compagnie d'assurance qui couvre les dommages
- Le n° de la police d'assurance
- Le taux de couverture
- Le montant assuré par personne en cas de décès ou de lésion corporelle
- Le montant assuré par sinistre en cas de décès ou de lésion corporelle
- Le montant assuré par sinistre en cas de dommage matériel
- Le montant assuré au maximum par sinistre
- La date d'échéance du contrat

A compléter par le soumissionnaire :

**Raison sociale du bureau
ou de l'association de bureaux :**

Date : _____

Signature(s) * : _____

* Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager l'entreprise ou le bureau, voire le consortium d'entreprises ou l'association de bureaux, le cas échéant.